



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 09 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt deux, le neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

CORRE Michel

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
POUPON Julien (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)
RIOU Michel (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénaïc)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
LENUE Françoise (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
ROULLEAUX David (pouvoir à CORRE Michel)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LEON Jean-Jacques (pouvoir à LE ROY Christine)

Absents

BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, NICOLAS Angélique, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022
Délibération n°DCC2022_171

Objet	Création d'emplois non permanents compte tenu des accroissements temporaires ou saisonniers d'activité pour l'année 2023.
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Conformément à l'article L332-23 du code général de la fonction publique modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient au conseil de Communauté de créer des emplois non permanents liés à des accroissements temporaires ou saisonniers d'activité.

1. Service Ressources Humaines – accroissement temporaire d'activité

Considérant le nombre croissant et continu de procédures de recrutement sur l'ensemble des collectivités gérées par le service commun ressources humaines il est proposé de créer un emploi non permanent de chargé du recrutement, emploi relevant de la catégorie B, à temps complet.

Ce contrat sera conclu pour une durée de 12 mois.

Suite au schéma directeur des systèmes d'information RH réalisé en 2022, un rapport a été élaboré avec des axes sur la dématérialisation des procédures et le déploiement des modules de gestion prévisionnelle des emplois du logiciel métier. Afin de mettre en œuvre ces axes, il est proposé de créer un emploi non permanent de chargé des ressources humaines, emploi relevant de la catégorie B, à temps complet. Ce contrat sera conclu si besoin, pour une durée de six mois renouvelable éventuellement dans la limite d'une durée de 12 mois.

Ces possibilités ne seront actionnées qu'en cas de surcharge d'activité dans le service notamment du fait du déploiement du projet.

2. Tourisme

2.1. Accroissement temporaire d'activité

Considérant qu'en prévision de l'année 2023, il est nécessaire de renforcer le service Tourisme pour assurer les missions d'accueil et de préparation de la saison touristique, il est proposé de créer un emploi de chargé d'accueil touristique, emploi relevant de la catégorie C, à temps complet. Le contrat sera conclu pour une durée de 8 mois, renouvelable dans la limite d'une durée maximum de 12 mois.

2.2 Accroissement saisonnier d'activité

Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer le service Tourisme pour assurer les missions d'accueil pour la période du 1er juillet au 31 août 2023, il est proposé de créer trois emplois d'agents d'accueils, emplois relevant de la catégorie C, à temps complet. Deux contrats seront conclus pour une durée de 2 mois, et un contrat pour une durée de quatre mois, renouvelable éventuellement dans la limite d'une durée maximale de 6 mois.

Dans la mesure où l'emploi non permanent créé dans le cadre d'un accroissement temporaire ou d'un accroissement saisonnier d'activité est l'équivalent d'un emploi permanent existant, le traitement sera limité à l'indice terminal du grade le plus élevé afférent à l'emploi.

3. Pôle service à la population – accroissement temporaire d'activité

Aqualorn

Considérant qu'en prévision de l'année 2023, il est nécessaire de renforcer le service sport d'Aqualorn afin d'assurer la surveillance des bassins le week-end et durant les vacances scolaires. Il est proposé de créer 6 emplois d'opérateur des activités physiques et sportives, emplois relevant de la catégorie C, à temps non complet. Les contrats seront conclus, pour une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois.

Considérant qu'en prévision de l'année 2023, il est nécessaire de renforcer le service administratif d'Aqualorn afin d'assurer l'accueil physique et téléphonique des visiteurs le week-end et durant les vacances scolaires. Il est proposé de créer 4 emplois d'agent d'accueil, emplois relevant de la catégorie C, à temps non complet. Les contrats seront conclus, pour une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois.

Dans la mesure où l'emploi non permanent créé dans le cadre d'un accroissement temporaire ou d'un accroissement saisonnier d'activité est l'équivalent d'un emploi permanent existant, le traitement sera limité à l'indice terminal du grade le plus élevé afférent à l'emploi.

Dans la mesure où l'emploi non permanent n'est pas l'équivalent d'un emploi permanent, le traitement sera limité à l'indice terminal du grade d'opérateur des activités physiques et sportives pour les postes de surveillance des bassins.

4. Pôle technique, service environnement – accroissement temporaire d'activité

Un agent ambassadeur du tri au service environnement fera valoir ses droits à la retraite au 1^{er} trimestre 2023. La nouvelle responsable du service environnement ayant pris ses fonctions en septembre dernier, elle souhaite se laisser le temps de la réflexion avant de recruter un agent titulaire sur les mêmes missions. Il est proposé de créer un emploi non permanent d'agent administratif – ambassadeur de tri, à temps complet, emploi relevant de la catégorie C.

Le contrat sera conclu, pour une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois.

5. Tous services

Considérant les pics éventuels d'activité au sein de la Communauté ou les départs d'agents en cours d'année (mutation, disponibilité...), il est proposé de créer un emploi non permanent d'agent administratif, emploi relevant de la catégorie C, à temps complet.

Le contrat sera conclu, pour une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 25 novembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 15 novembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.